

Version auteur de Foyer, J. « Écoverio : contribuer à la compréhension des événements internationaux et à une méthodologie collaborative » In Foyer, J. (coord) *Regards croisés sur Rio+20, la modernisation écologique à l'épreuve*. Paris, CNRS éditions, 2015. pp. 29-47

Chapitre 1. Écoverio : contribuer à la compréhension des événements internationaux et à une méthodologie collaborative

Jean Foyer

À propos de la Conférence de Rio en 1992, l'anthropologue Paul Little s'était confronté au problème de la délimitation de ce qu'il appelait un « méga-événement transnational ». Après avoir fait remarquer que ce type d'événement devait forcément être interprété au regard du long processus préparatoire qui l'a fait exister et au-delà de ce qui est donné à voir officiellement, il notait alors :

« The ethnographic delimiting of a mega-event is also problematic due to its complexity and fragmentary nature. (...). The Rio Conference appears as a discrete event because it united diverse actors in a specific time and place within the confines of a pre-established agenda. In Rio, the global became local, and hence 'approachable' in traditional ethnographic terms. Yet the fragmentation produced by so many actors doing so many things all at once calls into question the very unity of the event. Can so many different projects, interests and interactions be encased in the notion of one event? Can this multiple, fragmented conjuncture of people be represented in a coherent way without violating its complexity? These questions lead to an even deeper one concerning the possibility of attaining a minimally 'holistic' point of view ». (Little, 1995)

Pour évoquer ce type d'objets particulièrement difficiles à saisir du fait de leur densité et des nombreux attachements auxquels ils renvoient, Bruno Latour a proposé l'expression d'« objet chevelu » (Latour, 1995). L'expression semble particulièrement appropriée à notre cas tant Rio+20 combine à la fois un caractère d'extrême densité et de débordement. Rio+20 est présenté en effet comme un événement ponctuel réunissant 50 000 personnes venant de plus de 160 pays et de secteurs très différents autour d'une multitude d'activités (cf. chapitre 2). Dans le même temps, ce Sommet déborde de l'événement au sens où il s'étend dans le temps (processus préparatoire, historique des négociations internationales ...) et dans l'espace (comités préparatoires à New York, réunions « régionales » sur chaque continent, activités à RioCentro, mais aussi sur plusieurs sites dans Rio...). Rio+20 renvoie à des réseaux d'acteurs qui se déploient bien au-delà de l'espace géographique et temporel de la conférence.

Dans ce chapitre, nous voulons évoquer comment notre collectif de recherche s'est

concrètement confronté à ce caractère éminemment « chevelu » de l'objet Rio+20 et quelles réponses méthodologiques il a tenté d'apporter. Cette démarche réflexive permet de mieux cerner comment on a été élaborées les réflexions présentées ci-après, afin de montrer la recherche au concret, telle qu'elle se pratique et se fabrique (Callon et Latour, 1990). Elle présente également un intérêt méthodologique évident pour les chercheurs en sciences sociales qui veulent réfléchir à des méthodes adaptées aux objets inter/transnationaux¹ (Marcus, 1995, Markowitz, 2001) et, plus généralement, à la question du terrain à l'ère de la globalisation (Appadurai, 1997). On espère également qu'à certains égards, ce projet contribue à construire des alternatives aux machineries souvent complexes que représente désormais une recherche sous influence du nouveau management public (de Gaulejac, 2012) où l'autonomie professionnelle et scientifique des chercheurs peut être mise à mal.

Nous expliciterons ainsi le déroulement du projet et de ses différentes phases puis la mise en œuvre concrète de notre collaboration. Enfin, nous reviendrons sur les apports de l'interdisciplinarité pour croiser différentes perspectives théoriques face à un objet de la densité de Rio+20.

1. Un projet évolutif et faiblement institutionnalisé : ses différentes phases

Écoverio est avant tout un projet de recherche collectif qui s'est progressivement consolidé à partir d'un intérêt partagé pour un événement et sur la base d'une volonté commune de travailler ensemble. Loin d'être clairement balisé et institutionnalisé, ce projet s'est construit chemin faisant en fonction des opportunités, des intérêts et de la volonté qu'avaient les chercheurs de collaborer. Ce projet s'est déroulé en trois phases :

Une première phase a consisté dans la constitution de l'équipe et la préparation du Sommet. Au printemps 2011, soit un peu plus d'un an avant Rio+20, le projet rassemblait cinq chercheurs dont l'objectif initial était de mettre en évidence les principaux enjeux du Sommet de la Terre Rio+20. Une attention particulière était alors portée aux controverses naissantes autour d'un des deux axes de négociation : l'Économie verte. À partir de fin 2011 et au fur et à mesure que l'on évoquait cette initiative de recherche dans nos réseaux, elle a suscité un véritable intérêt chez de nombreux autres chercheurs qui comptaient se rendre à cet événement à titre individuel ou dans le cadre d'autres projets en cours (ANR AGES, ERC-SOGIP, Projet R2DS IDF). Ces chercheurs étaient pour la plupart conscients des difficultés inhérentes au suivi de méga-événements comme celui de Rio. Afin de mutualiser leurs forces et mieux appréhender l'événement, plus d'une douzaine de chercheurs de différentes institutions (CNRS, Université d'Orléans, IHEAL, IRD...) se sont ainsi agrégés au projet

¹ En réponse notamment à la remarque de Régina Bendix pour qui « L'anthropologue désireux de travailler sur une institution internationale (...) n'est guère aidé, sur le plan méthodologique, par la littérature existante » (Bendix, 2012)

Écoverio.

La phase de préparation a notamment consisté dans l'organisation d'une dizaine de réunions pour discuter des questions de méthodologie et l'avancement des négociations préparatoires au Sommet². Au cours des réunions, il s'agissait notamment de se familiariser avec le fonctionnement concret du Sommet et de mener à bien la préparation logistique de ce dernier. La taille, la diversité des arènes de discussion et la complexité du processus d'organisation (cf. chapitre 2) ont compliqué la lecture de l'évènement et donc les préparatifs de notre groupe de recherche. Au niveau logistique, la modification de la date du Sommet à seulement quelques mois de la date initialement prévue³ a obligé certains membres de l'équipe à modifier leurs vols et dates de séjours. Afin d'anticiper la saturation des capacités hôtelière de la ville, il nous a fallu réserver des hôtels près de six mois en avance. Le choix de l'hôtel était d'autant plus important que l'évènement s'étalait sur plusieurs sites dont l'accès nécessitait parfois plus d'une heure de transport (en tenant compte du réseau routier saturé et des contraintes liées au service de bus mis en place pour l'occasion).⁴

La principale difficulté organisationnelle rencontrée en amont du Sommet a été celle des indispensables accréditations pour accéder au site de l'évènement officiel, Rio Centro. Regina Bendix soulignait déjà la difficulté rencontrée par les anthropologues dans l'accès au terrain, notamment pour obtenir un statut d'observateur participant dans les institutions internationales, car il faut légitimer sa présence, ne serait-ce qu'auprès du personnel de sécurité (Bendix, 2012). Pour les événements onusiens du type de Rio+20, la difficulté est exacerbée par le fait qu'il faut une accréditation formelle, sésame sans lequel il est impossible de passer les portiques de sécurité du bâtiment où tout se passe. L'accréditation est attribuée à plusieurs catégories d'acteurs : les délégations nationales, les organes de presse, les organisations ayant un statut consultatif auprès de l'Ecosoc et le CSD pour les négociations onusiennes ou spécialement pour Rio+20. Il existe donc différents types d'accréditations donnant accès à différents sites au sein même de Rio Centro. Après avoir décrypté ces modalités d'accréditations, toutes nos tentatives auprès du CNRS, du Muséum ou de l'International Council for Science (ICSU) pour nous faire accréditer en tant que chercheurs appartenant à la délégation française, puis en tant que journaliste ont échoué. Par un jeu de

² Une attention particulière a été prêtée aux contributions des différentes parties prenantes aux discussions de la fin de l'année 2011 ainsi qu'à l'avant-projet qui a servi de base aux négociations, le fameux *draft zero*, présenté en janvier 2012.

³ Le Sommet, initialement prévu du 4 au 6 juin 2012 a été repoussé du 20 au 22 juin. Cette modification a été annoncée en novembre 2011, 8 mois avant le Sommet, du fait de l'organisation au même moment (du 2 au 5 juin) du Jubilé de la Reine d'Angleterre et de la présence annoncée à cette cérémonie de nombreux chefs d'Etat du Commonwealth.

⁴ La bonne connaissance de la ville par certains membres du collectif nous a permis de réserver pour l'essentiel du groupe (une dizaine de personnes) un hôtel près du centre de négociation (Rio Centro) pour la première semaine et un autre dans le centre ville, près du forum des Peuples, pour la seconde semaine.

connaissances personnelles, c'est en tant que membres du syndicat ITUC (qui a un statut consultatif auprès de l'Ecosoc), que les chercheurs du groupe ont finalement tous été accrédités, montrant par là qu'il est plus facile d'assister à ce genre d'évènement sous un statut d'emprunt qu'en tant que chercheur observateur. Malgré leur caractère apparemment anecdotique, ces difficultés organisationnelles et matérielles représentent un investissement de temps considérable dans l'optique de monter un projet de ce type et sont déterminantes pour la qualité de l'observation sur place.

Suite à cette phase de préparation logistique, nous nous sommes focalisés sur le cœur du projet, à savoir l'observation et l'interprétation du Sommet, sur le site principal et les multiples sites satellites (nous reviendrons plus largement sur cet aspect dans la section suivante sur la méthodologie collaborative). Seize personnes rattachées au collectif Écoverio ont passé entre 4 et 15 jours à Rio, ce qui représente un total de près de 120 jours d'observations. Le fait d'avoir accès aux tables de négociations lors de la dernière *prepcom* a représenté une opportunité inattendue⁵ pour observer la diplomatie internationale en action. Peu de chercheurs ont participé en tant qu'intervenants à des évènements, quelques entretiens formels et informels ont été menés, mais l'essentiel du travail a consisté dans l'observation des nombreux forums parallèles (négociations, *side events*, Sommet des Peuples, évènements du secteur privé, de la société civile ou des milieux académiques...). Face à un tel niveau d'accès, les chercheurs ont rapidement été amenés à élargir leurs thématiques de recherche au-delà de la seule question de l'Économie verte.

La troisième phase du projet a consisté dans l'exploitation et la valorisation des abondantes données recueillies. Un premier exercice de restitution « à chaud » a eu lieu lors d'une séance du séminaire *Gouverner le Vivant*⁶ fin juin 2012. Ce séminaire déboucha sur un premier article de synthèse pour la revue *Écologie & Politique* (Chartier et al., 2012). Le reste du temps a été consacré aux discussions autour des différents chapitres de cet ouvrage et à leur rédaction, pour lesquelles il a fallu compléter les observations à Rio de nouveaux entretiens. Durant cette phase en particulier, nous regrettons le faible soutien institutionnel et financier qui nous a obligés à « bricoler » pour pouvoir boucler nos missions, acquérir des ouvrages, organiser les réunions du groupe, travailler à la rédaction de l'ouvrage. Il est en effet à noter que le projet Écoverio n'a bénéficié en tant que tel que de 18 000 euros sous la forme de deux

⁵ N'ayant pas vraiment de visibilité quant au type d'accès que nous donnaient les accréditations, nous n'avions pas vraiment anticipé de pouvoir assister aux négociations de la dernière conférence préparatoire avant l'arrivée des chefs d'Etat. Nous avons été surpris par la relative transparence des négociations. Cette transparence a été permise par le travail de la responsable des *major groups* onusiens qui avaient fait admettre aux Etats que les membres de ces groupes, dont ceux de la société civile, pouvaient accéder comme observateurs aux négociations étatiques.

⁶ Une partie du collectif est directement lié à ce séminaire interinstitutionnel basé au Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris et dont la douzaine de séances annuelles s'intéresse aux différentes formes de gouvernance de la biodiversité, essentiellement depuis différentes perspectives de sciences sociales. <http://glv.hypotheses.org/>

financements de l'Action Interdisciplinaire de Recherche (AIR) du CNRS⁷. Au regard des actions de recherche menées (terrains, participation à des colloques internationaux, week-ends de travail,...), notamment à l'étranger, ces moyens financiers apparaissent très limités et le bon déroulement du projet a largement tenu à la motivation des chercheurs qui ont mobilisé soit les ressources de projets connexes⁸, soit celles de leur propre laboratoire, ou, en dernière instance, leurs ressources personnelles. Si ce manque de soutien financier et institutionnel a indéniablement posé problème, la relative informalité du projet s'est traduite par une meilleure efficacité et un gain de temps par rapport aux contraintes administratives et financières qui pèsent habituellement sur la recherche par projet telle qu'elle est pratiquée par l'ANR ou les fonds européens.

Ce qui avait initialement été envisagé comme un projet modeste impliquant cinq chercheurs dont l'objectif initial était de ponctuellement rendre compte de Rio+20 s'est rapidement mué en projet d'envergure tant en nombre de chercheurs impliqués qu'en termes d'ambition affichée. Cette évolution du collectif témoigne d'un certain pragmatisme et d'une grande adaptabilité dans la conduite du projet comme dans le choix des thématiques de recherche. Au final, une vingtaine de chercheurs ont pris part au projet. Il aura nécessité l'envoi de plusieurs milliers de courriers électroniques et l'organisation de plus d'une vingtaine de réunions. Écoverio constitue donc un projet en réseau à l'interstice de différents projets de recherche, institutions et surtout, individus ayant chacun leurs propres centres d'intérêts, approches théoriques et méthodes de recherche.

2. Une expérimentation autour d'une méthodologie collaborative

Dans le nouveau modèle de la recherche par projet, chacun de ces projets revêt une dimension collaborative au sens où il impose des partenariats entre différentes équipes appartenant le plus souvent à des institutions différentes. Si désormais, la recherche implique donc nécessairement un certain degré de collaboration, celle-ci répond souvent plus à certaines injonctions institutionnelles à « travailler en réseau » et à créer de nouvelles alliances qu'à une logique humaine et scientifique. De plus, cette collaboration ne fait pas forcément l'objet d'une réflexion particulière quant à sa mise en œuvre concrète. De manière très pragmatique dans un premier temps, puis de manière plus réflexive ensuite, nous avons cherché dans le

⁷ Les AIR ou PIR sont des projets émanant de la mission pour l'interdisciplinarité du CNRS, limités en financement (10 000 euros maximum par projet) et en temps (1 an) dont l'objectif est de lancer des dynamiques de recherche novatrices. Le premier AIR émanait de l'ISCC pour 2011 et de l'INSHS et l'INEE du CNRS pour l'année 2012 (Appel à Projets Exploratifs PEPPS-DEEB).

⁸ Nous remercions notamment l'ANR AGES (Approche Géographique des Services Écosystémiques), le projet ERC-SOGIP (Scales of Governance, the UN and Indigenous People), le projet R2DS « Mesurer pour Conserver » de la région Ile de France, l'Institut Francilien Recherche Innovation Société (IFRIS), le laboratoire Eco-anthropologie et Ethnobiologie ainsi que le Centre Alexandre Koyré d'Histoire des Sciences et des Techniques.

projet Écoverio à opposer à ces collaborations institutionnelles en réseau⁹, une collaboration basée sur le collectif comme espace de collégialité et de confiance. Le ciment d'Écoverio repose en effet sur des collaborations spontanées, construites sur la base d'échanges scientifiques à la marge de cadres institutionnels souvent trop contraignants. Il en a découlé une réflexion et des pratiques particulières aux différents stades du projet. L'une des originalités de notre collaboration repose en effet sur l'observation d'un même évènement, dans un lieu et un espace relativement restreint au moment de Rio+20, par un collectif de chercheurs, mais au-delà de ce moment particulier, cette collaboration a aussi largement concerné les phases de préparation et d'écriture qui ont également impliqué un effort particulier de mise en commun des données et des savoirs. Un des intérêts majeurs du projet Écoverio réside donc dans l'expérimentation de cette méthodologie collaborative dont nous rendons compte ici.

a. Les précédentes recherches collectives sur les évènements internationaux

Alors que le nombre de ses participants grossissait, notre collectif s'est très vite intéressé à d'autres expériences d'observation collective d'évènements internationaux. Ces expériences sont assez rares à notre connaissance. Notre principale source d'inspiration méthodologique a été le travail mené par un collectif de recherche nord-américain, essentiellement composé de géographes et d'anthropologues influencés par le courant de la Political Ecology emmenés par Peter Brosius, Lisa Campbell et Kenneth MacDonald. Ces chercheurs ont mis en pratique plusieurs expériences dites d'« ethnographies collaboratives d'évènements », notamment lors du Congrès Mondial de la Conservation en 2008, lors de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique en 2010 et également lors de Rio+20. Dans leur article présentant la méthodologie du groupe, Brosius et Campbell insistent sur la plus-value indéniable que représente la division du travail, et le partage en temps réel d'information et d'analyses face à un objet aussi fragmenté qu'un évènement international. Ils donnent également quelques éléments concrets sur l'organisation du groupe avant et après l'évènement, notamment l'organisation de « webinars » (séminaires sur Internet) pour échanger sur les questions pratiques, méthodologiques et théoriques (Brosius et Campbell, 2010). Nous avons profité du passage à Paris d'un des coordinateurs du groupe, Kenneth MacDonald de l'Université de Toronto, pour en savoir plus sur la mise en œuvre concrète de cette ethnographie collaborative d'évènements. Il nous a prévenus quant à l'importance et la lourdeur de la dimension logistique de ce type de projet (accréditations, logements, transports...), il a insisté sur les questions de coordination des chercheurs (division du suivi de l'évènement, gestion des différents niveaux d'engagements au sein du collectif...), sur les méthodes pratiques du partage des informations, sur l'importance des moments de « débriefing » sur place et après l'évènement, et, d'un point de vue plus théorique, sur la difficulté à faire émerger des problématiques communes par des chercheurs et étudiants aux compétences et intérêts divergents.

⁹ Entendue essentiellement dans la recherche par projet comme un espace de circulation des ressources

Nous avons également invité la sociologue Johanna Siméant à évoquer ses expériences de coordination (avec Marie-Emmanuelle Pommerole) d'un premier projet de recherche sur le Forum Social Mondial organisé à Nairobi en 2007 et d'un second à Dakar en 2012. Ces deux projets visaient à alimenter une réflexion sur le militantisme transnational africain dans l'altermondialisme (Pommerole et Siméant, 2008). Ils ont impliqué un dispositif de recherche particulièrement important avec 23 chercheurs français et 12 Kenyans, l'observation d'une centaine d'ateliers lors de l'évènement et plus de 150 entretiens pour le premier projet. Le second projet à Dakar était encore plus considérable puisqu'il a impliqué 48 personnes, 5 institutions différentes, des financements croisés et donc, un travail de co-construction très lourd. Il était basé sur l'utilisation d'un questionnaire systématique (dont plus d'un millier a été complété) et était en cours de traitement au moment de notre réunion. Johanna Siméant a également insisté sur l'importance du travail de « débriefing » qui permet de recadrer les rapports à l'objet, de vérifier que les hypothèses initiales ne sont pas trop erronées, de tester quelques débuts de raisonnements, de gérer les imprévus.

Si les conseils qui nous ont été distillés ont été particulièrement utiles, chaque expérience est unique du fait de l'histoire du montage du projet, de la constitution et de la dynamique du collectif ou encore de la nature de l'objet observé. Si nous partageons avec l'équipe de Brosius, Campbell et MacDonald aussi bien des préoccupations théoriques sur la gouvernance de l'environnement que l'approche collaborative, nous estimons en revanche que la prétention à pratiquer l'ethnographie serait dans notre cas abusive. La présence de nombreux anthropologues dans notre équipe, l'importance de l'observation, ou encore l'utilisation d'une grille d'analyse commune inspirée du modèle de l'équipe de Siméant et Pommerolle renvoie bien à une certaine inspiration ethnographique. Pourtant, les durées d'observation sont trop courtes et les techniques mobilisées au niveau du collectif sont encore insuffisamment structurées pour que l'on puisse encore parler d'ethnographie. Par rapport aux projets de Siméant et Pommerolle, le nôtre apparaît beaucoup plus léger d'un point de vue du nombre de chercheurs engagés et du dispositif de recherche. Johanna Siméant a évoqué avec nous une certaine correspondance entre les asymétries de pouvoir observées dans l'altermondialisme africain et les asymétries de position et de pouvoir entre chercheurs français et africains au sein du projet. Malgré les différences d'expériences, de statut et de disciplines au sein d'Écoverio, nous n'avons pas eu pour notre part à gérer vraiment ce type d'asymétries ou de différences culturelles du fait que notre collectif était composé essentiellement de chercheurs français confirmés (niveau post-doctoral minimum). Ce qui a représenté pour nous un avantage en termes de cohérence du collectif peut également être perçu comme une limite. Même si nous avons dialogué avec l'équipe de Ken MacDonald à Rio puis à Toronto, il aurait évidemment été intéressant d'enrichir nos analyses par des regards de chercheurs étrangers, notamment brésiliens. Au-delà de ces différences les plus évidentes entre Écoverio et ces expériences antérieures, notre projet reprend à sa manière leur esprit collaboratif et contribue, on l'espère, à la construction progressive d'une méthodologie susceptible de mieux cerner cet objet insaisissable que sont les grands évènements internationaux. Nous détaillons dans les paragraphes suivants les techniques concrètes de collaboration mises en œuvre et leur apport

par rapport à notre objet d'étude.

b. Étapes et techniques de la collaboration

Lors de la phase de préparation, nous avons mis en place un système de communication et de partage des informations propre à notre collectif. Six mois avant le Sommet, une liste de diffusion Écoverio a été mise en place pour l'échange des courriers électroniques internes à l'équipe. Cette liste a été essentielle à toutes les étapes du projet, y compris lors du sommet lui-même (notamment pour la circulation de documents et d'informations pratiques). En mars 2012, suivant les conseils de Ken MacDonald, nous avons envisagé à un moyen fonctionnel d'échanger et partager les informations. Nous avons créé un dossier Écoverio dans une *dropbox* avec les différents documents concernant la préparation du Sommet. Ayant décidé de mettre un maximum d'informations en commun, ce dossier accessible à tous les membres de l'équipe contient les documents officiels collectés relatifs au Sommet, des articles d'analyses par différents chercheurs ou parties prenantes, les compte-rendu de nos réunions, différents dossiers thématiques (Économie verte, Agroécologie, Modernisation Ecologique...), certaines grilles d'analyse des événements auxquels on a assisté, des comptes-rendus d'entretiens, un *Who's who* permettant d'identifier certains acteurs importants dans les négociations internationales, et certains enregistrements des entretiens les plus pertinents. Pour des raisons d'espaces de stockage, l'ensemble des enregistrements, des photos et des vidéos n'est cependant pas présent dans ce dossier, mais il est convenu que chaque membre tient à la disposition des autres les données dont il dispose. Si le classement de ce dossier *dropbox* Écoverio reste trop informel et insuffisamment systématique, il constitue néanmoins une somme d'informations très utiles pour l'équipe et se trouve très régulièrement alimenté et consulté par ses membres. De par leur légèreté et simplicité d'utilisation, ces outils ont été relativement bien appropriés par les chercheurs d'Écoverio.

Outre ces outils de communication, le cycle de réunions mensuelles entamé à partir de septembre 2011 a permis d'avancer sur la préparation théorique, méthodologique et logistique du projet. Il a également permis aux différents membres du projet de faire connaissance, et à chacun de définir et partager ses objectifs et intérêts thématiques et problématiques par rapport au Sommet.

La phase la plus active et la plus fructueuse de collaboration a clairement été celle liée au suivi du Sommet en tant que tel. Le fait qu'une partie de l'équipe logeait dans les mêmes hôtels a évidemment facilité l'effort de collaboration, les discussions et la division des tâches. Une réunion matinale au moment du petit déjeuner permettait à chaque chercheur de faire le point sur ses observations et de partager ses analyses à chaud avec le reste du groupe. Elle permettait en outre de fixer pour chacun le programme de la journée et de se répartir les événements à observer. Un tableau de synthèse que l'on remplissait à ce moment à partir de la *dropbox* permettait de suivre le programme de chaque personne pour chaque journée et de savoir à priori où elle se trouvait. Ce tableau constitue désormais un document utile pour se remémorer la façon dont les membres de l'équipe se sont réparti l'observation des

événements. La division du travail qu'autorise l'approche collaborative permet entre autres de :

- savoir ce qui s'est passé dans un événement auquel on aurait aimé assister et donc de limiter les dilemmes insolubles face à une programmation journalière chargée ;
- de collecter des documents pour les autres en rapport avec leurs thèmes de travail ;
- de minimiser l'effet de dissolution dans la masse et, par conséquent, d'avoir une vision forcément moins morcelée de l'événement dans son ensemble ;
- d'être plus réactif quant à d'éventuels événements imprévus, non annoncés ou annulés ;
- de bénéficier de l'expérience et des réseaux des autres, notamment pour comprendre le déroulement de ce type d'événement et la complexe machinerie onusienne¹⁰ ;
- de bénéficier de l'expertise technique des autres membres, notamment sur les dossiers thématiques des négociations.
- D'enrichir le regard et les questionnements propres à chaque discipline par ceux des autres disciplines

Au-delà de ces bénéfices évidents, l'avantage principal qu'on a pu identifier par rapport à l'observation collaborative d'événement est ce que l'on pourrait appeler « l'effet séminaire permanent ». En plus du débriefing plus formel de la matinée, les discussions internes aux groupes se sont en effet poursuivies de manière continue, au cours des (longs) trajets, des repas, des pauses entre deux événements ou pendant ces derniers. Si on a pris soin d'éviter d'être trop nombreux à assister à un même événement, les observations ou entretiens à 2 ou à 3 sont toujours pertinents pour croiser les impressions et les interprétations.

Le fait de devoir synthétiser pour les autres les points saillants de tel ou tel événement observé, discuter ces observations, confronter les points de vue permet de réorienter ou au contraire mûrir les hypothèses, d'alimenter en permanence la réflexion et de faire émerger de nouvelles questions. L'entrée commune par les différentes appropriations de la notion d'économie verte par les différents acteurs a permis dans un premier temps de maintenir une certaine cohérence problématique, mais elle s'est avérée par la suite beaucoup trop étroite, non seulement par rapport aux différents intérêts des chercheurs engagés, mais aussi par rapport à la richesse des observations. Face au terrain, il est de plus assez vite apparu que pour nombre de participants, l'économie verte était une notion encore floue sur laquelle il avait fallu s'aligner du fait de son inscription à l'agenda des négociations (*cf.* chapitre 5) : il était donc délicat de construire notre travail collectif sur une notion encore largement émergente. Des hypothèses préalables, par exemple relatives au poids du contexte et des acteurs brésiliens dans le Sommet (Aubertin, 2012 ; *cf.* chapitre 3), à la montée en puissance des

¹⁰ En plus des anthropologues spécialisées dans le suivi des institutions internationales (Irène Bellier, Birgit Müller) au sein du groupe, nous avons bénéficié des très précieux conseils d'Anabella Rosenberg, responsable développement durable à la CSI, et de sa connaissance extrêmement fine des institutions et négociations onusiennes.

acteurs privés dans la gouvernance globale, ou encore à l'affirmation des syndicats (cf. chapitre 9) comme acteurs incontournables de la société civile dans les négociations internationales ont largement été confirmées par les observations croisées des différents membres. De même, l'impression partagée de flottement lors du Sommet des peuples a logiquement poussé vers l'hypothèse d'une crise du mouvement alter-mondialiste (cf. chapitre 11). De nouvelles pistes de réflexion sur les nouvelles formes de régulation dans le capitalisme contemporain (cf. chapitres 3, 6, 8) ou encore sur l'idée d'une économie de la promesse¹¹ dans la gouvernance internationale de la conservation ont pu également émerger de nos nombreuses discussions. Une bonne partie du collectif s'est également passionnée pour l'observation du jeu diplomatique dans les négociations. Alors que ce terrain n'était pas initialement prévu, la dynamique de négociation, dans son mélange de rhétorique, de technicité, de stratégie, de rapports de force est apparue particulièrement « exotique » et intéressante, alimentant ainsi les discussions au sein du groupe et l'envie d'explorer ce monde de la diplomatie internationale.

En plus de cet effet séminaire permanent, le travail collectif de terrain lors du Sommet s'est avéré également une expérience déterminante dans la dynamique de socialisation du collectif. Les moments de convivialité (repas, fêtes, détente, tourisme...) et les échanges plus personnels et amicaux en dehors jouent un rôle non négligeable.

Après cette phase intense de collaboration s'est posée la question de comment maintenir la dynamique collective du groupe au-delà du moment central de terrain commun. Lors d'un séminaire de débriefing organisé de manière extra-académique en septembre 2012 chez une des membres du collectif en Picardie, il a été décidé que la principale suite à donner au projet se ferait sous la forme d'un ouvrage collectif. Un premier plan de l'ouvrage a été établi et il a été également décidé que les différents chapitres feraient l'objet de présentations et de discussions lors de réunions mensuelles. Ces présentations ont permis à chacun de mieux connaître le travail des autres et de s'approprier la construction de l'ouvrage dans son ensemble, ce qui a évidemment favorisé l'émergence d'une structure cohérente. De nombreux chapitres ont été présentés lors de conférences nationales et internationales¹² au cours de l'année 2013. Six membres de l'équipe se sont ainsi rendus à Toronto dans le cadre d'un colloque organisé par une partie de l'équipe de Ken Mc Donald, ce qui a à la fois permis de

¹¹ Initialement prévu comme un chapitre de cet ouvrage, la réflexion sur la notion d'économie de la promesse à propos des instruments de marché (contrat de bioprospection, paiement pour services environnementaux, mécanismes REDD) dans les politiques internationales de conservation a depuis pris une certaine autonomie. Elle sera présentée dans un article de synthèse et un ouvrage co-écrits par Jean Foyer, Valérie Boisvert et Aurore Viard-Crétat.

¹² Des versions préliminaires de chapitres de cet ouvrage ont ainsi été présentées et discutées lors du meeting annuel de l'Association of American Geographer (Los Angeles, avril 2013), lors du colloque d'écologie politique *Grabbing Green* (Toronto, mai 2013), à la dixième conférence internationale de la European Society for Ecological Economics (Lille, Juin 2012) et au 12^{ème} congrès de l'Association Française de Sciences Politiques (Paris, juillet 2013).

maintenir la discussion méthodologique et théorique avec ce groupe, de présenter l'avancée de nos textes et de mener une nouvelle expérience collective, cette fois autour d'un colloque international. Trois participants au colloque ont profité de ce déplacement pour mener également une série d'entretiens complémentaires au siège des Nations unies à New York sur le processus de préparation et de suivi de Rio+20. Un autre week-end de travail a été organisé en Picardie en septembre 2013 avec une dizaine de chercheurs du groupe. Ces deux jours ont permis de rediscuter les textes de l'ouvrage et de faire un bilan de l'état d'avancement de ce dernier.

La collaboration au sein du collectif ne saurait se faire sans un minimum de coordination. La désormais difficilement contournable recherche par projet implique généralement un travail de coordination humaine auquel peu de chercheurs sont formés. La gestion des budgets, les questions de cohérence scientifique, les relations hiérarchiques plus ou moins explicites, les approches théoriques et méthodologiques, le respect des délais sont autant de sujets délicats et potentiellement conflictuels. La coordination d'Écoverio a nécessité un important engagement qui a largement dépassé l'effort personnel de recherche prévu initialement. Elle a essentiellement consisté dans l'organisation de réunions régulières, la rédaction de compte-rendu, la recherche de financements, la gestion du budget propre au projet et d'une partie des questions logistiques, la recherche d'un éditeur ou encore l'édition de l'ouvrage lui-même.

Si du point de vue humain comme du point de vue de la recherche, Écoverio a été un projet particulièrement stimulant, c'est en grande partie du fait de ce souci permanent de mettre en œuvre différentes expériences collaboratives, parfois en marge des stricts rapports professionnels et institutionnels. En voulant se maintenir à distance d'une certaine recherche managériale, ce projet a tenté de répondre à un certain idéal du travail basé sur le collectif. En s'appuyant sur les travaux de Dejours, De Gaulejac a défini cet idéal de travail en ces termes : « Travailler c'est inventer avec d'autres un monde commun de significations, un cadre de référence partagé et par le sujet, une envie de bien faire jusqu'à détourner les règles, transgresser les consignes, contourner les prescriptions pour travailler malgré tous les empêchements. ... ». Le collectif joue ici un rôle essentiel dans l'invention quotidienne de réponses à l'imprévu, à l'aléatoire, à l'incertain et au décalage entre les prescriptions et l'activité concrète. » (De Gaulejac, 2012).

Nous ne voudrions cependant pas donner une image idyllique du projet, ni verser dans l'autosatisfecit. Comme on l'a évoqué, une des limites principales du projet a été de ne pas impliquer directement des chercheurs étrangers, notamment brésiliens. Une autre limite a trait au fait que les négociations n'ont pas pu être observées en « off », dans les couloirs ou dans les bureaux des délégations, alors même que, comme nous l'a fait remarquer l'un des premiers commentateurs de notre travail¹³, ces tractations informelles sont souvent déterminantes. La présence d'un ou deux chercheurs dans une délégation officielle dans une

¹³ Alain Lipietz lors de notre premier compte-rendu de terrain lors du séminaire Gouverner le Vivant en juillet 2013.

optique de recherche-action aurait sans aucun doute apporté un riche éclairage complémentaire. Ces limites seront évidemment à prendre en compte lors d'expériences futures.

3. Croiser les disciplines, croiser les approches

La collaboration a été également fructueuse d'un point de vue du croisement des disciplines et des approches. Le projet Écoverio a impliqué plus d'une quinzaine de chercheurs issus de différentes disciplines des sciences sociales (anthropologie, géographie, sociologie, économie, histoire, science politique, science de la communication). Dans le cadre de la collection *Indisciplines*, collection qui met l'accent sur les approches interdisciplinaires pour traiter des rapports que l'homme entretient avec la nature, il nous semble important de revenir ici sur ces croisements. Il nous semble d'autant plus nécessaire de préciser quel type d'interdisciplinarité on veut pratiquer que, face aux injonctions récurrentes pour la mettre en œuvre, celle-ci devient une figure imposée sans que l'on sache toujours bien ce qu'elle recouvre.

Tout d'abord, les chercheurs impliqués dans Écoverio sont globalement habitués à pratiquer une certaine interdisciplinarité, au moins dans le cadre des sciences sociales, et parfois au-delà, au croisement entre sciences sociales et sciences naturelles. Par exemple, les cinq membres organisateurs du séminaire Gouverner le Vivant participant à Écoverio sont ainsi habitués à dialoguer et croiser les perspectives de leurs disciplines (géographie, sociologie, anthropologie, économie) autour d'un « objet » comme la gouvernance de l'environnement. Cette dernière question très large est de manière générale le point d'achoppement entre la plupart des chercheurs d'Écoverio. Le type d'interdisciplinarité pratiqué est donc directement lié à un objet commun, l'environnement et ses modes de gouvernance, éclairé par des disciplines différentes. Il est également et surtout lié à une manière générale d'aborder cet objet et qu'on pourrait appeler « approche politique des questions environnementales »¹⁴. Dans le cadre de cette approche, les questions environnementales ne sont pas appréhendées dans une perspective naturaliste, mais en tant qu'enjeux impliquant des dimensions humaines à la fois culturelles, politiques, juridiques et économiques. La gouvernance de l'environnement – entendue de manière très large comme les jeux d'acteurs et les rapports de force, jouant à différentes échelles sur des thématiques instituées comme la biodiversité sauvage et cultivée, le climat – est donc celle qui a mené la plupart des chercheurs du collectif à s'intéresser à Rio+20. Une des préoccupations du groupe est de comprendre comment les normes définies et édictées au niveau international interagissent de manière plus ou moins directe avec des réalités plus localisées (les politiques climatiques françaises et allemandes, la question des semences en France ou au Canada, de l'agriculture au Nicaragua, la gestion de la biodiversité au Mexique, la gestion des parcs en France, le syndicalisme agricole en

¹⁴ Certains membres se revendiquent explicitement du courant de la « Political Ecology » (Gautier et Benjaminsen, 2012). Si nous partageons pour la plupart les questions et les approches de ce courant spécifique, nous préférons ici le terme plus englobant d'approche politique de l'environnement.

France...) et qui peuvent faire l'objet d'études plus particulières et détaillées par ailleurs.

Si ce sont donc globalement plus les questions environnementales que les politiques internationales qui préoccupent les chercheurs d'Écoverio, on a pu largement bénéficier dans le collectif des approches en termes d'anthropologie des institutions internationales, courant qui contribue à déplacer les méthodes de l'anthropologie en dehors des cadres traditionnels dans lesquels elle s'est forgée (Bellier, 2012). L'anthropologie des institutions internationales contribue ainsi à renouveler l'étude de ces institutions, objet jusque là largement réservé aux relations internationales. En décentrant le regard par rapport au rôle des États, en mettant en avant les modalités concrètes de fonctionnement de ces institutions (procédures, routines, langages, fabriques des documents,...) par une attention aux processus micro-sociaux, en s'intéressant aux imaginaires qu'elles produisent et font circuler, l'anthropologie des institutions internationales contribue à mieux appréhender le rôle de fabrique du consensus de ces institutions, sans oublier d'en révéler les profondes ambiguïtés en termes de gouvernance (Müller, 2012). Ces institutions ont en effet en charge de maintenir un certain vernis d'harmonie (Müller, 2013) derrière lequel on trouve des conflits omniprésents que l'on tente de policer dans la technicité et la diplomatie. Nous inspirant de cette approche en terme d'anthropologie des institutions internationales, nous avons ainsi été particulièrement attentifs aux très nombreux dispositifs et formats de présentations (*cf.* chapitre 2), au mode d'élaboration du texte de la déclaration (*cf.* chapitre 3) ou encore aux techniques de négociation. Un terrain complémentaire mené par trois chercheurs au siège des Nations unies a également permis d'apercevoir la fantastique complexité de la machinerie onusienne, les logiques bureaucratiques et surtout les conflits de compétence et d'approches entre agences. Cette approche constructiviste proposée par l'anthropologie des institutions internationales entre également en résonance avec la sociologie politique lorsqu'elle est mobilisée dans l'analyse de cette gouvernance internationale. Elle est également complémentaire des approches inspirées des Science and Technology Studies.

On pourra évidemment regretter l'absence d'une perspective depuis les sciences du vivant, mais l'entrée éminemment politique défendue ici et l'objet même de notre étude ne se prête pas forcément à une telle analyse¹⁵. Une autre limite disciplinaire dans notre collectif tient à l'absence d'analyses strictement en termes de relations internationales (Chasek et Wagner, 2012). Il n'est cependant pas très difficile d'assumer cette absence tant les analyses classiques des institutions internationales en termes de régime ou en termes néo-réalistes (les paradigmes dominants) sont désormais contestées par les tenants d'une approche en termes de gouvernance de la société globale, où l'on prête une attention particulière aux acteurs non étatiques (réseaux transnationaux de militants, firmes transnationales,...) et aux normes informelles (soft law notamment) (Barnett et Sikkink, 2010 ; Orsini, 2010 ; Compagnon, 2012). Ce n'est donc pas ici l'élaboration d'un (dés) ordre entre les nations qui nous intéresse,

¹⁵ On aurait pu imaginer évaluer l'impact environnemental de l'événement et mettre en tension cet impact avec les objectifs déclarés de l'événement.

mais bien la façon dont un évènement particulier peut être pris comme point d'entrée pour comprendre les reconfigurations de la gouvernance d'une société globale.

Conclusion

Ce chapitre a permis d'offrir un aperçu de notre travail pour comprendre son mode d'élaboration concret face à un objet particulièrement problématique pour les chercheurs. Nous avons essayé de lister les principaux problèmes que nous avons rencontrés et les différentes réponses que nous avons tenté d'y apporter.

Un évènement international de l'ampleur de Rio+20 pose en effet des problèmes à différents niveaux. Pour résumer, ces principaux problèmes sont les suivants. Le premier, à l'origine de la constitution de notre collectif, a trait à l'ampleur de l'évènement (la diversité des arènes, des enjeux et des thématiques). Directement lié à ce premier problème se pose celui plus théorique de la délimitation de l'objet d'étude. Un problème d'ordre organisationnel beaucoup plus concret, mais néanmoins central, se pose également. Il renvoie à l'investissement financier, mais surtout logistique, indispensable à la bonne observation de ce type d'évènement. Ces problèmes structurels liés à la nature de l'évènement s'accompagnent de toute une série de problèmes méthodologiques : comment collecter les données ? Comment les partager ? Comment les formaliser ?

Nous avons donc constitué un collectif relativement bien structuré où la division des tâches et la mutualisation des compétences ont eu comme premier mérite d'éviter le sentiment d'impuissance et d'égarement face à l'ampleur de l'évènement. Face à la question théorique de la délimitation des contours de l'objet et de la possibilité de son appréhension, nous avons multiplié et croisé les points de vue disciplinaires et théoriques. La diversité des observations et des enjeux nous a également amenés de manière pragmatique à élargir le cadre théorique, de la question de l'économie verte, à une perspective plus générale sur les liens entre modernité et écologie (*cf.* introduction). Face aux difficultés logistiques, nous avons dû « bricoler » avec les moyens du bord et mobiliser les ressources et compétences à disposition pour obtenir des accréditations, réserver les vols et les hôtels, organiser des week-ends de travail, etc. La mise en œuvre de techniques collaboratives variées (partage d'informations et de données, débriefings, présentation et commentaires croisés des textes, socialisation conviviale...) s'est avérée précieuse pour faire face à ces problèmes. La méthodologie que l'on a mise en place chemin faisant est loin d'être complètement originale (d'autres expériences semblables, on l'a vu, ont déjà été menées), encore largement en construction et gagnerait à être de nouveau éprouvée sur d'autres évènements internationaux. Elle mériterait peut-être d'être mieux systématisée et plus instituée, mais elle doit rester également suffisamment souple pour être adaptée au collectif qui la porte et à l'objet qu'elle veut observer. On espère en tout cas qu'elle pourra inspirer d'autres équipes soucieuses de comprendre ces objets complexes que sont les grands évènements globaux.

Au-delà de cet objet particulier, on a voulu souligner que notre collectif de recherche et que

l'expérimentation de techniques collaboratives se sont construits sur la base de la motivation, de la confiance, de l'envie de travailler ensemble, de la richesse des échanges scientifiques, de la complémentarité des compétences, mais aussi du partage de certaines valeurs ; autant de critères qui ne sont pas tangibles, quantifiables ou calculables (Bruno, 2013). On a ainsi voulu contribuer modestement à inventer des modèles de recherche moins pilotés et contraints par les institutions et surtout, plus conviviaux.

Bibliographie

APPADURAI, A., 1997, Fieldwork in the era of globalization, *Anthropology and humanism*, vol. 22, 1, p. 115-118

BARNETT, M. et SIKKINK K., 2008, From international relations to global society, in REUS-SMIT Christian et SNIDAL Duncan (eds), *Oxford Handbook of International Relations*, Oxford University Press, p. 62-83

BELLIER, I., 2012, Les peuples autochtones aux Nations Unies : la construction d'un sujet de droits/acteur collectif et la fabrique de normes internationales, *Critique internationale*, n°54, p. 61-80

BENDIX, R., 2012, Une salle, plusieurs sites : les négociations internationales comme terrain de recherche anthropologique, *Critique Internationale*, 54, p. 19-39.

BROSIUS, P., CAMPBELL, L., 2010, Collaborative event ethnography : conservation and development trade-offs at the fourth world conservation congress, *Conservation and Society*, vol. 8, 4, p. 245-255

BRUNO, I., 2013, Éditorial : Ne cherchez plus, innovez ! », *Revue Française de Socio-Économie*, 11, p. 9-14

CALLON, M., LATOUR, B., 1990, *La science telle qu'elle se fait. Anthologie de la sociologie des sciences de langue anglaise*. Paris : La Découverte, 1990

CHARTIER, D., FOYER J. et COLLECTIF Écoverio, 2012, Rio+20 : la victoire du scénario de l'effondrement ?, *Écologie et politique*, 45, p. 117-131

CHASEK, P.S., WAGNER, L.M. (coord.), 2012, *The roads from Rio : lessons learned from twenty years of multilateral environmental negotiations*, New-York : Routledge- RFF PRESS.

DE GAULEJAC, V., 2012, *La recherche malade du management*, Paris : Quae.

COMPAGNON, D, 2012. *Pour une analyse post-internationaliste des politiques globales de l'environnement*, Intervention au Séminaire Changement Climatique et Biosphère : Expertises, Futurs et Politiques. Centre Alexandre Koyré- CNRS- 7 février 2012

GAUTIER, D., BENJAMINSEN, T. (eds), 2012, *Environnement, discours et pouvoir : L'approche de la **Political ecology***, Paris : Quae.

LATOUR, B., 1995, Note sur certains objets chevelus, *Nouvelle revue d'ethnopsychiatrie*, 27, p. 21-36.

LITTLE, P. E., 1995, Ritual, power and ethnography at the Rio Earth Summit, *Critique of Anthropology*, vol. 15 (3), p. 265-288.

MACDONALD, K., 2010, Business, biodiversity and new « fields » of conservation : the world conservation congress and the renegotiation of organisational order, *Conservation and Society*, 8 (4), p. 256-275.

MARCUS, E., 1995, Ethnography in/of the World System : The Emergence of Multi-Sited Ethnography, *Annual Review of Anthropology*, 24, p. 95-117.

MARKOWITZ, L., 2001, Finding the Field : Notes on the Ethnography of NGOs, *Human Organization*, 60 (1), p. 40-46

MÜLLER, B., 2012, Comment rendre le monde gouvernable sans le gouverner : les organisations internationales analysées par les anthropologues, *Critiques Internationales*, 54, p. 9-18

MÜLLER, B., (coord.), 2013. *The Gloss of Harmony. The Politics of Policy-Making in Multilateral Organizations*, London : MacMillan.

ORSINI, A., 2010. *La biodiversité sous influence ? Les lobbies industriels face aux politiques internationales d'environnement*. Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles.

POMMEROLLE M.E., SIMEANT J. (Coord.), 2008, *Un autre monde à Nairobi, Le Forum Social 2007*, Paris, Karthala.

